

FUITE DES SUJETS DU BACCALAURÉAT

«C'est une blague», selon le ministère

Les informations faisant état de fuites des sujets du baccalauréat ne déstabilisent pas le département de Benbouzid. Son secrétaire général parle de «blague» et d'«intox».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Boubekour Khaldi en est certain : aucune fuite des sujets du bac n'a été enregistrée lors de la session de 2011. Il l'affirmait hier lors de son passage sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale. Interpellé à ce sujet, il répondait que «c'est une blague ! Je suis certain que ce ne

sont que des rumeurs. Ça n'a d'ailleurs pas atteint le moral des candidats ni des encadreurs. Les épreuves du bac se sont déroulées dans de bonnes conditions», ajoutant qu'il s'agissait de simples rumeurs et d'intox. «Nous sommes en démocratie. Tout le monde peut s'exprimer.

L'Office national des examens et des concours a déposé plainte contre X. La justice fera son travail comme cela est en train de se passer en France mais chez eux, la fuite a été vérifiée. Chez nous, c'est resté au niveau de l'intox», expliquait-il.

Toujours au sujet du bac, le secrétaire général du département de l'éducation dit s'attendre à un résultat important, au moins aussi bon que celui de l'année précéden-

te. Formel, il répondait qu'il était faux de considérer que le taux de réussite était «politique».

Khaldi pense, au contraire, que c'est le fruit de la réforme. C'est d'ailleurs valable pour les autres paliers de l'enseignement. Pour le primaire, les résultats, dit-il, parlent d'eux-mêmes avec 90% de taux de réussite à l'examen de fin de cycle et 127 000 mentions très bien.

Pour le cycle moyen, le taux de réussite se situe autour de 70% avec pas moins de 174 000 mentions obtenues. Une amélioration tant «quantitative que qualitative».

Interrogé sur l'utilité du maintien de l'examen de fin de cycle primaire, le SG du ministère de l'Education a défendu cette option, expliquant qu'il s'agissait d'un bilan d'étape nécessaire pour la vérifica-

tion des acquisitions. A une question relative à la qualité de l'enseignement, l'invité de la rédaction de la Chaîne III a été formel : la qualité est également en amélioration. Il en veut pour preuve les 47 000 enseignants licenciés qui dispensent des cours ajoutant que «ce sont les spécialistes qui peuvent critiquer la qualité de l'enseignement, les autres, sont des profanes, ils peuvent toujours critiquer, nous sommes en démocratie».

Les réformes, dit-il, se poursuivent. Dès la rentrée, les élèves du cycle primaire en ressentiront les effets avec l'allègement des programmes. Les cours s'arrêteront à 14h30, laissant place à des activités artistiques et sportives pour la «création d'une vie scolaire».

N. I.

Les 17 000 contractuels régularisés en septembre

Le secrétaire général du ministère de l'Education a affirmé, hier, que l'engagement de régulariser les enseignants contractuels sera honoré.

Les 17 000 enseignants concernés seront régularisés à la rentrée scolaire. Boubekour Khaldi pense

même que ce nombre risque d'être dépassé mais que des mesures seront prises pour que l'intégration touche également les enseignants au-delà des 17 000 initialement retenus.

N. I.

RÉSULTATS DU BAC

L'insoutenable attente

A quelques jours de la proclamation des résultats du bac, prévue le 10 juillet, la température monte chez les candidats... et leurs parents. Entre hypothèses, autoévaluation et prévisions, l'attente se fait longue pour les 500 000 candidats. Une attente insoutenable !

Wassila. Z - Alger (Le Soir) - Les épreuves du bac n'auront pas été de tout repos cette année. Outre le scandale de l'inscription illégale de certains candidats, des rumeurs sur d'éventuelles fuites de sujets, de cas de triche sont venues émailler la saga du baccalauréat 2011.

Ces faits dénotent un système scolaire en crise. Pour le ministère de l'Education nationale concernant les fuites de sujets, ce ne sont que des rumeurs colportées par la rue. Une «blague» se contente de dire le SG du ministère de l'Education nationale. Pourtant, ce que Boubekour Khaldi qualifie «d'intox» a poussé l'Office national des examens et concours Onec à déposer plainte contre X.

Toutefois, le ministère, après exclusion des candidats illégalement inscrits, a décidé du retrait de l'agrément à l'école privée, sa fermeture et l'ouverture d'une enquê-

te. Pour les parents, c'est un scandale. L'inscription «illégal» de certains candidats issus d'une école privée et de certains lycées, notamment à Alger, dénote le laxisme de la tutelle, estiment beaucoup de parents. «Il y a des complicités au sein du secteur de l'éducation. Le ministère devrait prendre les mesures adéquates pour sanctionner les responsables de cette supercherie» réclame, Mourad, médecin et père d'une postulante au bac. Tous ces événements ayant surgi lors des épreuves, n'ont fait qu'augmenter le stress chez les candidats et leurs familles. Les résultats du bac sont attendus avec beaucoup de fébrilité.

L'angoisse des parents C'est un phénomène. Les parents des candidats angoissent plus que leurs enfants. L'angoisse

et le stress s'installent déjà bien avant le jour J.

Leur souhait ? Que leurs enfants réussissent mieux qu'eux-mêmes. De ce fait, ils nourrissent l'inquiétude des résultats et la transmettent à leur progéniture. Les corrections ont commencé hier (samedi ndlr). L'angoisse et l'impatience augmentent d'un cran.

«A la maison, la tension monte depuis que j'ai passé les épreuves. On parle sans cesse des résultats et des éventuelles études que je pourrai entreprendre si je réussirais au bac. C'est tellement stressant, on dirait que ce sont mes parents qui l'ont passé, pas moi» s'esclaffe Meriem. «Ils m'ont transmis leur anxiété s'interrogeant indéfiniment sur mes performances le jour de l'examen. Le stress c'est contagieux» ajoutera-t-elle souriante.

«Ma fille attend avec impatience les résultats. Nous lui avons réservé un climat sain tout au long de l'année scolaire pour qu'elle étudie dans la sérénité» nous confie Taouès fièrement. «Son père a tout misé sur le baccalauréat. Elle a eu droit à des cours particuliers dans plusieurs matières comme appui.

Lui (le papa), n'a pas eu la chance d'aller à l'école et veut la réussite scolaire pour ses enfants» ajoute-t-elle.

Visiblement décontracté, Nabil, qui se prépare à se rendre à la plage ne semble pas trop inquiet. «Si l'on peut se fier aux pressentiments, je vais réussir inch Allah. J'ai donné le meilleur de moi-même, et je m'attends à une réussite» dira-t-il.

Une seconde chance pour les recalés Ils s'appellent Linda et Mohamed. Pour ces recalés de l'an dernier, il est encore plus stressant de repasser l'épreuve une seconde fois. «Je n'ai plus droit à l'erreur. L'an dernier, c'était l'échec. J'ai «calé» en maths et en philosophie. Cette

année, j'espère que la réussite me sourira. Je me suis surpassée durant l'année scolaire» nous confie Linda.

Pour cette élève inscrite en bac sciences, cette seconde chance compte beaucoup. Si Linda reste optimiste, Mohamed, lui n'écarte pas l'hypothèse d'un éventuel échec. «L'an dernier j'étais persuadé de la réussite, et grande a été ma déception. Cette année, je me suis psychologiquement bien préparé à un éventuel échec.

Les candidats au baccalauréat ne pousseront leur «ouf» de soulagement qu'après la parution des résultats. Les listes des futurs bacheliers seront affichées sur les tableaux des lycées le 10 juillet prochain. En attendant, les élèves retiennent leur souffle.

W. Z.

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

L'ISGP et Benmeradi lancent un master

L'Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP) lancera dès octobre prochain, en collaboration avec le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIPPI), un master en intelligence économique et management stratégique (IEMS) destiné aux entreprises. L'annonce a été faite hier par le directeur général de l'ISGP, M. Raked M'hamed.

Selon M. Raked M'hamed, «l'intelligence économique constitue, l'outil par excellence qui permet d'organiser la surveillance de l'environnement, de recueillir et maîtriser l'information qui alimentera le processus de décision dans une société».

Pour sa part, le secrétaire général du MIPPI, M. Abderrazak Henni et en l'absence du premier responsable du département, a affirmé dans une intervention à l'ouverture de la journée d'étude sur l'IEMS que l'intelligence économique «est, aujourd'hui, primordiale dans la production des connaissances et indispensable à la prise de décision». Il dira à ce propos que «maîtriser les fondements stratégiques de l'IE, les méthodes d'analyses des informations disponibles et distinguer l'information fiable et pertinente de celle qui est diffusée à des fins de contre-intelligence est «un véritable challenge que nos entreprises doivent relever», a-t-il estimé.

Le secrétaire général du MIPPI a réitéré la disponibilité de l'Etat à accompagner les entreprises dans le processus de mise à niveau pour une meilleure compétitivité à travers la création des conditions adéquates et la mise en place des structures étatiques nécessaires à cet accompagnement.

Cela dit, le master en IEMS que lancera l'ISGP dès la prochaine rentrée, sera dispensé en 780 heures de formation, organisées en trois axes directeurs comprenant 19 modules et 4 projets de groupe représentant 120 heures d'encadrement, a indiqué un cadre de l'ISGP, M. Mustapha Bouroubi. Un mémoire individuel de fin d'études sanctionnera la fin de cette formation, a-t-il ajouté.

Cette formation permettra aussi aux bénéficiaires d'apprendre à concevoir un système d'IE et de pilotage d'un projet, de comprendre la procédure d'information et de connaissance pour le processus de veille stratégique.

R. N.

SES ASSISES NATIONALES ONT ÉTÉ CLÔTURÉES HIER

Un «plan d'orientation» pour le commerce

Le secteur du commerce devrait se doter, à terme, d'un plan d'orientation global. Une feuille de route est tracée, en ce sens, sous l'égide d'un comité intersectoriel de suivi dont l'installation a été annoncée hier par le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, lors de la clôture des premières assises nationales du genre.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ouvertes la veille et clôturées hier au Palais des nations (Club des Pins) à Alger, ces assises qui ont vu la participation de près d'un millier de représentants de l'establishment économique et commercial national, ont permis de débattre de la situation du commerce, de ses dysfonctionnements et des solutions nécessaires.

A ce propos, près de 170 recommandations et propositions en matière de régulation commerciale, d'encadrement du commerce extérieur, de contrôle économique ainsi que les ressources humaines et la communication ont été émises lors de travaux d'ateliers et adoptées en séance plénière.

Ces propositions concernent, notamment, la création d'entreprises publiques spécialisées dans la gestion des stocks stratégiques des produits de première nécessité, la redynamisation des chambres de commerce et d'industrie et l'encouragement de l'investissement dans le domaine de la distribution. Mais aussi la

bonification des crédits aux entreprises exportatrices, la prolongation des délais de rapatriement des revenus des exportations de 120 à 180 jours, le renforcement des moyens de contrôle, l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de protection des consommateurs, la baisse du montant des amendes pour les commerçants de détail en cas d'infraction, ainsi que la création de postes budgétaires pour les promotions internes.

Ces recommandations seront ensuite mises en œuvre sous la supervision de ce comité intersectoriel. Composé de 17 représentants sectoriels, ce comité est placé sous la direction de l'inspecteur général du ministère du Commerce et devra présenter un rapport trimestriel au ministre de tutelle.

Pour autant, ces assises n'ont pas échappé à l'interrogation récurrente sur le moyen de combattre l'informel, au-delà des actions initiées par les pouvoirs publics en termes de développement des infrastructures commerciales, de défiscalisation temporaire, même si Mustapha Benbada évoque, lors d'une conférence de presse finale, la nécessité d'un traitement réfléchi du phénomène.

D'autre part, le ministre du Commerce prévoit de réunir prochainement les responsables des chambres de commerce et d'industrie, en vue de débattre des problèmes d'organisation, de fonctionnement et de représentativité notamment de ces instances.

C. B.